

3 MILLIONS DANS LA RUE CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES...

ON CONTINUE !



EN EXCLUSIVITÉ DANS CE NUMÉRO :

**PAGE 2 : FAUSSES
QUESTIONS ET
VRAIES RÉPONSES
SUR LA RÉFORME**

**PAGE 3 : LA
RETRAITE : UNE
AFFAIRE DE JEUNE ?**

**PAGE 4 : POURQUOI
FAUT-IL SE BATTRE ?**

LES JEUNES, PREMIÈRES VICTIMES DE LA CRISE ET DES PLANS D'AUSTÉRITÉ

Partout en Europe, les jeunes sont les premières victimes de la crise. Alors que les jeunes travailleurs sont frappés par le chômage, les étudiants éprouvent des difficultés à rentrer sur le marché du travail après leurs études. Ils ont déjà le sentiment d'être une nouvelle génération sacrifiée.

Les gouvernants tentent de nous faire payer la crise. Sous prétexte de réduire les déficits publics, les plans de rigueur qui s'accumulent partout en Europe marquent une attaque généralisée contre les systèmes de retraite par répartition et contre les autres acquis sociaux (système de protection sociale, services publics...).

Les jeunes sont particulièrement visés. La rigueur oblige la plupart à vivre dans une grande précarité, avec le gel des salaires et les attaques contre les minima sociaux qui conduisent à des revenus trop faibles.

De plus les gouvernants s'attaquent au système scolaire : ils suppriment des postes, surchargent les classes dans le secondaire, cassent les diplômés et mettent en concurrence les universités.

LE GOUVERNEMENT PRÉPARE LA CASSE DE NOS RETRAITES

La réforme qui se prépare élèvera l'âge légal de départ en retraite de 60 ans aujourd'hui à 62 ans. Elle augmentera également le nombre d'années de cotisation nécessaire pour pouvoir toucher une retraite pleine.

Avec une entrée dans la vie active de plus en plus tardive et des périodes de précarité et de chômage récurrentes, notre génération sera la première victime de cette politique car elle devra cotiser au delà des 62 ans pour toucher une retraite décente. Pour pouvoir bénéficier d'une vraie retraite, il faudra alors avoir les moyens de cotiser à un fond de pension.

Au-delà de ces chiffres, c'est donc aussi une modification importante du système actuel, fondé sur la répartition, c'est à dire la solidarité entre générations. Se profile une individualisation de nos retraites: chacun cotisera uniquement pour soi-même. C'est le système par capitalisation. Pour permettre aux jeunes de bénéficier un jour

d'une retraite pleine, nous proposons d'intégrer les années d'études dans le calcul des années de cotisation.

Nous affirmons également que le problème du financement des retraites est un prétexte pour nous imposer un nouveau recul social. Ce qu'on nous propose est un modèle de société. La véritable question est celle de la répartition des richesses. Pour financer les retraites il faut prendre sur les profits, pas dans la poche des salariés. Et le problème n'est pas le vieillissement de la population ni l'augmentation de l'espérance de vie mais le chômage qui ne cesse d'augmenter. Plutôt que de travailler plus, nous devons travailler tous !

C'est pour ces raisons que nous exigeons le retrait du projet de loi du gouvernement.

MOBILISONS-NOUS POUR SAUVEGARDER NOS RETRAITES

La politique du gouvernement a pour but de casser nos droits futurs sur le marché du travail, de nous faire travailler plus longtemps pour une retraite de misère et au final de nous faire perdre notre vie à la gagner!

Mais ce n'est pas une fatalité. Le gouvernement craint un refus massif de cette nouvelle attaque. La majorité de la population est d'ailleurs opposée au projet du gouvernement selon les sondages. Mais, pour mettre un coup d'arrêt à la casse de nos retraites, il faut transformer cette opposition en mobilisation massive.

Les jeunes étaient largement représentés parmi les 3 millions de manifestants du 7 septembre dernier. La grève qui a eu lieu le même jour a été aussi largement suivie. Cette journée a montré que nous pouvions gagner le retrait de cette réforme. Mais Sarkozy ne nous fera pas le cadeau de la retirer après cette seule journée de mobilisation. Nous devons donc amplifier notre combat. Le jeudi 23 septembre aura lieu une nouvelle journée de grève et de mobilisation partout en France : il faudra être le plus nombreux possible à se mobiliser pour faire plier le gouvernement.

Pour discuter des nécessaires suites à ces mobilisations et de la réforme que le gouvernement veut nous imposer, nous organisons donc une assemblée générale le 22 septembre à 12h.



MERCREDI 15 | 09

**RASSEMBLEMENT
GRAND'PLACE 12H**

**LE JOUR DU VOTE DE LA LOI À
L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

MERCREDI 22 | 09

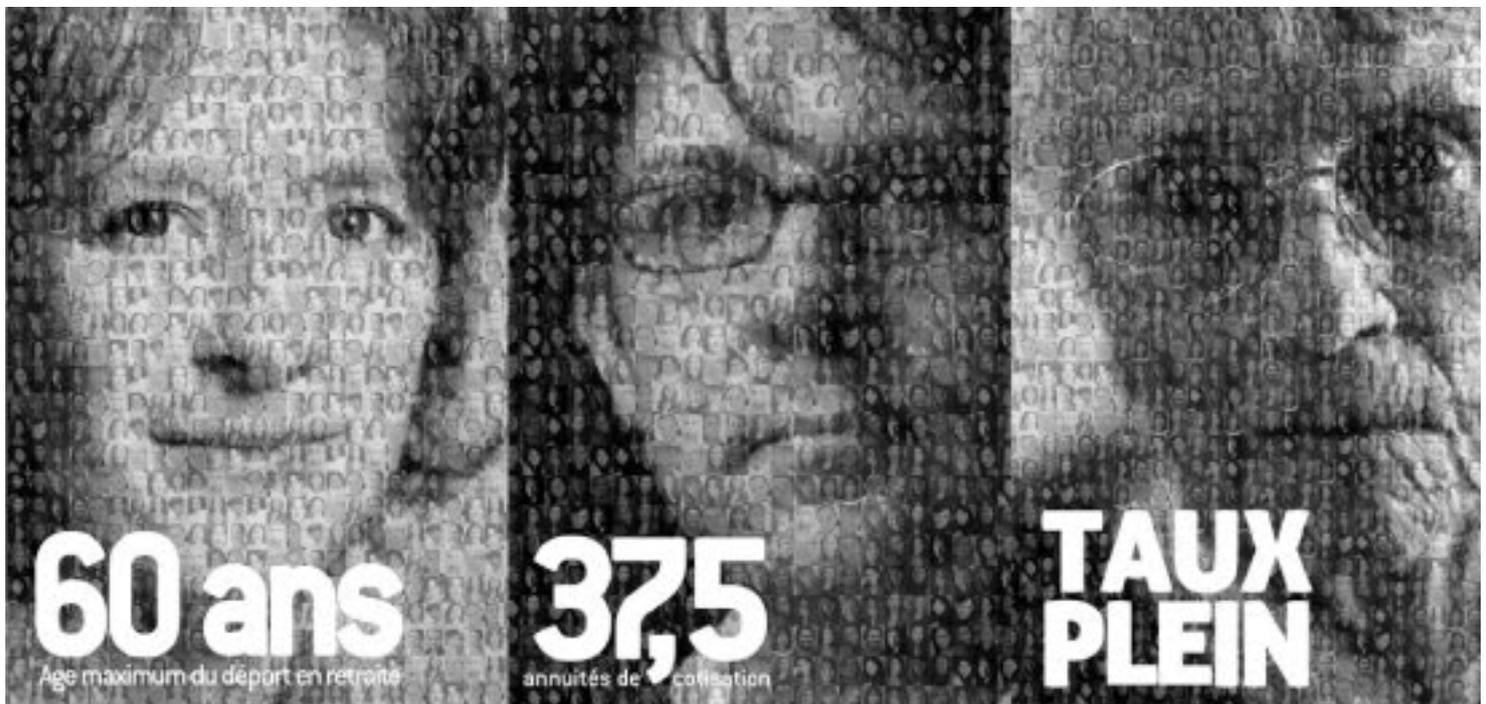
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

À LILLE 3, 12H

JEUDI 23 | 09

**GRÈVE NATIONALE ET
MANIFESTATION**

**PORTE DE PARIS, 14H30,
MÉTRO MAIRIE DE LILLE**



La réforme des retraites en

QUESTION



La France est confronté a un problème démographique pour le financement des retraites par répartition. Le nombre d'actifs par rapport aux retraités diminue, comment répondre à cette problématique ?

L'évolution démographique et le vieillissement de la population sont des faits réels. Mais c'est plutôt une bonne nouvelle ! Nous sommes passés de 4 actifs pour 1 retraité en 1960 à 1,7 pour 1 aujourd'hui. Mais cette situation n'est pas problématique en soi, car la richesse produite par un actif de nos jours est plus importante qu'il y a 50 ans. En effet, la productivité du travail a augmenté de 70 % ! Où sont passés ces gains de productivité ? Pas dans les salaires... Si ils avaient augmenté de 70 % nous serions sans doute au courant ! Le problème est que ces gains ne profitent qu'à une minorité de personne : les patrons, les actionnaires etc. Une grande partie de la richesse produite ne participe donc pas à l'effort collectif, notamment en matière de cotisation retraites. Le vrai problème c'est la répartition des richesses.

Le raisonnement du gouvernement sur la question démographique est absurde. En 1900, il y avait 30%

de paysans pour nourrir un peu plus de 40 millions d'habitants en France. Un siècle plus tard les agriculteurs sont 10 fois moins nombreux tandis que la population a augmenté de 50%. En suivant la logique du gouvernement basée uniquement sur un raisonnement démographique, le pays serait dans une situation de famine, et ce n'est évidemment pas le cas ! Car l'agriculture est bien plus productive.

Dans la loi présentée il est prévu que les hauts revenus, ainsi que les revenus du capital participent au financement des régimes de retraite. N'est-ce pas ce que vous souhaitez ?

Dans la loi ces financement représentent environ 5 % des sommes nécessaires au rééquilibrage des régimes de retraites d'ici 2020. Le reste devant être financé par les salaires. Or les revenus du capital (liés au patrimoine, stock options...) ne cessent d'augmenter tandis que la part des salaires diminue depuis 30 ans. C'est donc faire porter la quasi-totalité du financement sur les salariés... au lieu de le faire sur ceux qui en ont les moyens !

Comment concrètement faire face au problème de financement des retraites ? Les caisses sont vides...?!

Prenons le problème simplement : le déficit des caisses de retraite s'élève en 2010 à 32 milliards d'euros. Les exonérations de cotisations sociales données chaque année au patronat s'élèvent à 31 milliards d'euros. On voit bien que le problème est celui de la répartition des richesses. En 1982 les salaires représentaient 74 % de la valeur ajoutée, en 2007 seulement 65 % (source INSEE). Cet accroissement des inégalités est la vraie cause du déficit du régime de retraite par répartition. Si la part des salaires avait été stable sur les dernières décennies, les caisses de la sécu seraient largement bénéficiaires. C'est pourquoi il faut aller chercher les financements de la réforme sur les revenus du capital et non pas sur les travailleurs, pour réduire les inégalités sans cesse grandissantes.

Le problème du financement des retraites c'est aussi le problème du chômage de masse. C'est simple, si tout le monde travaillait, tout le monde cotiserait et les caisses de retraites seraient largement excédentaires !

UNE AFFAIRE DE JEUNE ?

A l'heure actuelle seulement 30% des seniors sont en activités lorsqu'ils partent en retraite. Le gouvernement voudrait absolument augmenter ce taux d'emploi sans même penser aux conséquences.

Tant de jeunes, certains sur-diplômés, ne peuvent trouver un emploi aujourd'hui. Des seniors travaillant plus longtemps, c'est moins d'emplois pour les jeunes. Pendant que des personnes au bout du rouleau devraient travailler plus, nous ne trouvons aucun débouchés. Le gouvernement souhaite une génération malléable à merci, diminuer nos opportunités de travail en est un des principaux leviers. 25% de chômage chez les 18-25 ans actifs ce n'est qu'un début si cette réforme de retraite passe.

Le travail nécessite aujourd'hui une formation beaucoup plus importante tout au long de la vie. Les emplois sont de plus en plus spécialisés et nécessitent des études rallongées. Les méthodes et techniques évoluant rapidement une formation complémentaire tout au long des années de travail est obligatoire. Ces particularités et le taux de chômage élevé font que l'entrée sur le marché du travail se fait de plus en plus tard pour les jeunes.

Mais cet investissement sur l'avenir est compensé par une meilleure efficacité. Cette plus-value induite n'est pas prise en compte dans les annuités de cotisation. Il faut remédier à cette situation en validant les années d'études et de formation dans le calcul des annuités. Il en va de même pour les périodes de stage, en quantité croissante, dont les conditions doivent être améliorées. Les périodes de chômage de plus en plus nombreuses doivent être également prises en compte dans le calcul.

Nous sommes déterminés à nous battre pour notre avenir, pour notre droit à une retraite décente.





POURQUOI FAUT-IL SE BATTRE ?



Le gouvernement n'a de cesse de nous expliquer que c'est pour sauver nos retraites qu'il les réforme ainsi. Et comme il n'en est pas à un mensonge près il ajoute que c'est au nom de notre génération qu'il repousse l'âge de départ à 62 ans et le nombre d'années de cotisation à 41,5.

Par ailleurs, Woerth a déclaré dans le Figaro il y a peu que sa réforme résoudrait selon lui le problème des retraites jusqu'en 2020. « Après il faudra en rediscuter, ce qui est normal ». Traduction : à partir de 2020, l'âge légal de départ sera encore repoussé. Tout cela peut sembler bien lointain. Mais finalement c'est notre génération, les jeunes d'aujourd'hui, qui seront les premières victimes de cette réforme. Pour nous, ce ne sera pas 62 mais au minimum 67 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein pour ne pas finir notre vie dans la misère.

CE QUE NOUS EXIGEONS...

Nous sommes déterminés à nous battre pour notre avenir, pour notre droit à une retraite décente. Nous avons besoin d'objectifs de mobilisation clairs et précis. Nous exigeons donc le retrait du projet de loi du gouvernement. Parce qu'il n'y a rien à négocier dans ce que nous proposent Sarkozy et le Medef, c'est en bloc que nous refusons cette réforme.

Parce que cette réforme est injuste et inefficace, comme alternative à la politique du gouvernement, nous revendiquons le maintien de l'âge de départ à la retraite à 60 ans et à 55 ans pour les métiers pénibles.

Parce qu'une retraite pleine ne doit pas être un privilège, nous nous battons pour le retour à 37,5 années de cotisations pour bénéficier d'une retraite à taux plein, dans le public comme dans le privé.

L'âge moyen d'entrée dans la vie active avec un emploi stable est de 27 ans pour notre génération. La période consacrée aux études s'allonge. C'est pour cela que nous demandons la prise en compte des années d'études dans le calcul des années de cotisations nécessaire à l'obtention d'une retraite plein.

COMMENT L'OBTENIR ?

Le collectif « la retraite, une affaire de jeune » de Lille regroupe d'ors et déjà 8 organisations politiques et syndicales de jeunesse. Nous voulons en faire un outil militant, ouvert à tous, qu'il soit membre d'une organisation ou non. C'est en étant le plus nombreux possible à agir ensemble autour d'objectifs communs que nous parviendrons à informer et à mobiliser le maximum de jeunes. Car c'est en étant nombreux et déterminés que nous gagnerons.

Mais pour cela, nous avons besoin de perspectives de mobilisation claires. Le mouvement contre le CPE avait permis de faire reculer le gouvernement qui voulait imposer la précarité pour tous les jeunes : il nous faut aujourd'hui construire un mouvement d'ampleur des jeunes et des salariés pour obtenir le retrait de cette réforme et imposer nos revendications.

C'est dans la rue, dans le cadre d'une lutte prolongée que nous ferons plier le gouvernement.

DÉFENDONS NOS RETRAITES...

RETRAIT DU PROJET DE LOI !